Burundi : La perspective de réviser la Constitution agite le monde politique

IRIN, 22 dÃ©cembre 2013Le projet de modification de la constitution du Burundi soulÃ¨ve des inquiÃ©tudes BUJUMBURA - Le projet du gouvernement burundais de rÃ©viser la constitution agite le monde politique, dans un pays qui sâ€™efforce de surmonter les consÃ©quences dâ€™une guerre civile qui a fait rage de 1993 Ã 2005. Les partis de lâ€™opposition accusent le gouvernement de faire unilatÃ©ralement pression en faveur de modifications qui renforceraient lâ€™exÃ©cutif et menaceraient lâ€™Ã©quilibre des pouvoirs â€“ entre la majoritÃ© hutu et la minoritÃ© tutsi du pays. Cet Ã©quilibre a Ã©tÃ© consacrÃ© par lâ dâ€™Arusha pour la paix et la rÃ©conciliation au Burundi signÃ© en 2000. (Le dernier groupe rebelle du pays a dÃ©posÃ© les armes seulement cinq ans aprÃ¨s.)

Un membre clÃ© de lâ€™opposition, lâ€™ancien vice-prÃ©sident FrÃ©dÃ©ric Bamvuginyumvira, du parti Front pour la DÃ©mo Burundi (Frodebu), a Ã©tÃ© arrÃªtÃ© le 5 dÃ©cembre, quelques jours avant la date programmÃ©e dâ€™une manifestation pou protester contre les amendements. Les accusations initiales dâ€™adultÃ¨re et de rÃ©bellion ont Ã©tÃ© abandonnÃ©es, mais c de tentative de corruption a Ã©tÃ© maintenue. La manifestation a Ã©tÃ© annulÃ©e Ã la derniÃ¨re minute, mais sans que lâ€™ puisse en connaÃ®tre la vÃ©ritable raison avec certitude. Officiellement, câ€™est Ã cause de lâ€™hommage Ã lâ€™ancien p africain rÃ©cemment dÃ©cÃ©dÃ© et mÃ©diateur des pourparlers de lâ€™accord de paix dâ€™Arusha, Nelson Mandela. Mais est-ce parce que la police a clairement indiquÃ© quâ€™elle rÃ©primerait sÃ©vÃ¨rement ce quâ€™elle considÃ¨re comme une r lâ€™ordre public. Dans le mÃªme temps, la ConfÃ©rence Ã©piscopale du Burundi â€“ Ã majoritÃ© catholique â€“ a lancÃ© un dÃ©noncer lâ€™actuel Â« climat politique surchauffÃ© Â». Dans un communiquÃ©, les Ã©vÃªques dÃ©clarent quâ€™une Â« serait adoptÃ©e sans dialogue ni consensus risquerait de compromettre notre processus de paix et de rÃ©conciliation Â».

Les Ã©vÃªques ont demandÃ© Ã ce que la plupart des modifications proposÃ©es soient reportÃ©es aprÃ¨s la tenue des Ã©lec en 2015. Lâ€™opposition avait boycottÃ© les Ã©lections prÃ©sidentielles et lÃ©gislatives de 2010, aprÃ¨s avoir accusÃ© le gouvernement de fraude lors des Ã©lections locales prÃ©cÃ©dentes. Modification de lâ€™Ã©quilibre des pouvoirs Parmi les dizaines dâ€™amendements proposÃ©s, les plus importants sont : le remplacement des deux postes de vice-prÃ©sidents ethniquement Ã©quilibrÃ©s et aux pouvoirs Ã©gaux par un poste de vice-prÃ©sident, en grande partie honorifique, et un poste de premier ministre qui aurait beaucoup de pouvoir ; le passage de la majoritÃ© des deux tiers Ã une simple majoritÃ© pour les votes du parlement ; lâ€™interdiction aux juges et au personnel de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ© de former des syndicats et d faire grÃ¨ve ; la candidature aux Ã©lections prÃ©sidentielles rÃ©servÃ©e aux personnes diplÃ´mÃ©es ; et la reprÃ©sentation parlementaire rÃ©servÃ©e aux partis ayant obtenu au moins cinq pour cent de la totalitÃ© des suffrages exprimÃ©s. M. Bamvuginyumvira a dÃ©clarÃ© Ã IRIN fin novembre que les modifications concernant le statut de vice-prÃ©sident pourraient Â« dÃ©truire lâ€™esprit de lâ€™accord dâ€™Arusha Â». Â« Nous devons partager le pouvoir au sein de toutes les diffÃ©rente administrations ; le gouvernement, le parlement et les unitÃ©s territoriales Â», a-t-il expliquÃ©. Lâ€™accord dâ€™Arusha, qui a signÃ© par presque tous les acteurs politiques, dÃ©clarait que les causes de la guerre civile, qui a fait prÃ¨s de 200 000 morts, Ã©taient Â« essentiellement politiques, avec des dimensions ethniques extrÃªmement importantes Â» rÃ©sultant Â« des difficultÃ©s de la classe politique Ã accÃ©der et Ã se maintenir au pouvoir Â». FranÃ§ois Bizimana, porte-parole du parti du Conseil National pour la DÃ©fense de la DÃ©mocratie (CNDD), a dÃ©clarÃ© Ã IRIN : Â« Le parlement exige [actuellement] la majoritÃ© des deux tiers pour adopter des lois, mais dans le projet, ce serait remplacÃ© par une majoritÃ© de 50 pour cent des voix plus une ; les Hutus pourraient alors seuls faire adopter une dÃ©cision Â». Lâ€™opposition a rejetÃ© la proposition de dÃ©battre de ce dÃ©saccord sur la constitution Ã lâ€™AssemblÃ©e nationale, dÃ©clarant que la chambre basse du parlement devrait se contenter de voter des projets de loi et nâ€™Ã©tait pas un cadre adaptÃ© pour dÃ©cider la forme quâ€™un amende la constitution devait prendre. Climat de mÃ©fiance Les reprÃ©sentants de lâ€™opposition et de la sociÃ©tÃ© civile affirment Ã©galement que le prÃ©sident Pierre Nkurunziza, chef du parti du Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie-Forces pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie (CNDD-FDD), envisage de briguer un troisiÃ¨me mandat en 2015, ce qui dÃ©passe la limite des deux mandats inscrite dans la constitution. Â« Aucun amendement de ce type nâ€™a Ã©tÃ© proposÃ© Â», a insistÃ© Evariste Sabiyumva, ministre adjoint de lâ€™IntÃ©rieur du Burundi. Â« Mais cela ne signifie pas que le chef de lâ€™Ã‰tat ne p briguer un troisiÃ¨me mandat. La constitution prÃ©voit deux mandats obtenus au suffrage universel. Le premier mandat nâ€™Ã©tait pas un vote direct [M. Nkurunziza avait Ã©tÃ© dÃ©signÃ© par le parlement en 2005]. Câ€™est une question dâ€™ la constitution. Â» Selon les dispositions envisagÃ©es, les candidats Ã la prÃ©sidentielle devront Ãªtre titulaires dâ€™un diplÃ´ universitaire, ce qui exclurait Agathon Rwasa, lâ€™un des chefs du parti divisÃ© des Forces nationales de libÃ©ration. Cela pourrait Â« compliquer les choses, car il a beaucoup de jeunes sympathisants Â», a ajoutÃ© Pacifique Nininahazwe, politologue et reprÃ©sentant de la sociÃ©tÃ© civile. Selon M. Bamvuginyumvira, le CNDD-FDD berne les citoyens pour leur faire accepter ces propositions dâ€™amendements. Â« Ils demandent partout aux gens : â€˜voulez-vous des soins mÃ©dicaux gratuits ?â€™ Sâ€™ils disent oui, câ€™est considÃ©rÃ© comme une acceptation de rÃ©viser la constitution de faÃ§on indirect boycott de 2010 a conduit Ã Â« une domination des institutions par un seul parti. Le retrait lors des Ã©lections a Ã©tÃ© dÃ©sastreux pour le pays. Ensemble, ils [les partis de lâ€™opposition] rassemblaient environ 40 pour cent des suffragesâ€¦ ils auraient eu des quotas dans le gouvernement Â», a dÃ©clarÃ© M. Nininahazwe. Â« Il y a un manque de confiance envers les institutions en charge dâ€™organiser les Ã©lections et, par consÃ©quent, une mÃ©fiance Ã lâ€™Ã©gard des rÃ©sultats des Ã a pas de confiance envers la police ou le systÃ¨me judiciaire, qui est supposÃ© rÃ©gler tous les problÃ¨mes inhÃ©rents aux Ã©lections Â», a soulignÃ© Julien Nimbubona, professeur de sciences politiques Ã lâ€™universitÃ© du Burundi. M. Nimbubona ajoutÃ© que le gouvernement, pour sa part, mÃ©prisait, non seulement les partis de lâ€™opposition, mais aussi la sociÃ©tÃ© c qui est trÃ¨s dynamique au Burundi et inclut des centaines dâ€™organisations diffÃ©rentes. Â« Le gouvernement ne fait pas confiance Ã la sociÃ©tÃ© civile, qui serait au service des intÃ©rÃªts de la communautÃ© internationale. Le gouvernement se montre hostile envers les autres partenaires Ã cause dâ€™une alliance supposÃ©e entre eux et la sociÃ©tÃ© civile, ainsi que l mÃ©dias Â», a ajoutÃ© M. Nimbubona. Le gouvernement du Burundi a rÃ©cemment approuvÃ© une loi sur les mÃ©dias interdisant de diffuser des informations susceptibles de fragiliser la sÃ©curitÃ© nationale, lâ€™ordre public ou lâ€™Ã©conomie. suivantes Â« Le dÃ©fi pour lâ€™avenir du Burundi sera quâ€™en 2015, tous les partenaires arrivent enfin Ã se mettre dâ€™ac

rÃ©sultat des Ã©lections Â», a dÃ©clarÃ© Ã la Radio des Nations Unies Parfait Onanga Anyanga, reprÃ©sentant spÃ©cial du secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Nations Unies au Burundi [BNUB]. Il a dÃ©clarÃ© Ã IRIN : Â« On peut faire plusâ€¦ pour sâ€™ass les gens bÃ©nÃ©ficient de plus grandes libertÃ©s et mettre Ã©galement un terme Ã la tendance inquiÃ©tante de la violence politique et des tentatives de manipulation de la jeunesse pour quâ€™elle harcÃ¨le les opposants politiques Â». Les jeunesses armÃ©es du CNDD-FDD, les Imbonerakure (qui signifie Â« ceux qui voient loin Â» en kirundi) continuent dâ€™attaquer et de perturber les rÃ©unions des partis de lâ€™opposition, rÃ©coltant condamnations et contre-attaques. Sur cette question, les Ã©vÃªques de la ConfÃ©rence Ã©piscopale se sont insurgÃ©s contre Â« cette logique de confrontation entre les acteurs politiques qui est en train de sâ€™installer, que ce soit au sein de la classe politique ou dans ligues des jeunes affiliÃ©s aux partis Â». Ils ont ainsi dÃ©clarÃ© : Â« Nous recommandons une fois de plus aux acteurs politiques de privilÃ©gier toujours la voie de la non-violence pour ne pas faire chavirer le pays dans de nouvelles violences Â». Â« Ne perdons jamais de vue dâ€™oÃ¹ nous venons, les cicatrices de la guerre chez la plupart sont encore fraiches Â», ont-ils ajoutÃ©. La ConfÃ©rence Ã©piscopale a Ã©galement exprimÃ© son soutien au Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB) â€“ que le gouvernement a dit vouloir voir fermÃ© au motif que le pays Ã©tait maintenant en paix â€“ en soulignant quâ€™il avait jouÃ© un rÃ´le clÃ© en fa dialogue entre les diffÃ©rents acteurs politiques. En effet, sous lâ€™Ã©gide du BNUB, les partis politiques et la sociÃ©tÃ© civile avaient signÃ©, en mars 2013, une feuille de route visant Ã instaurer un climat serein avant le scrutin de 2015. Â« Jusquâ€™ici nous avons obtenu de bons rÃ©sultats Â», a dÃ©clarÃ© M. Onanga-Anyanga. Â« Depuis mars, nous sommes trÃ¨s satisfaits de voir que la majoritÃ© des hommes politiques de lâ€™opposition qui Ã©taient partis en exil sont revenus. Et surtout, je crois que lâ€™on peut dire, dâ€™une faÃ§on gÃ©nÃ©rale, que la situation sâ€™est amÃ©liorÃ©e. Les chefs de lâ€™opposition peuvent dans le pays. Â» Il a ajoutÃ© que les acteurs clÃ© sâ€™Ã©taient mis dâ€™accord pour se rÃ©unir tous les trois mois, Â« afin d cadre pour poser des questions, soulever des problÃ¨mesâ€¦ et Ã©galement pour faire le point sur leurs engagements de renoncer Ã la violence afin que, dâ€™ici mai-juin 2015, nous ayons un climat propice Ã la tenue dâ€™Ã©lections libres, justes transparentes au Burundi Â». [Cet article ne reflÃ¨te pas nÃ©cessairement les vues des Nations Unies]